

Réseau des Procureurs généraux
des Cours suprêmes judiciaires
de l'Union européenne

Statuts



Network of the General Prosecutors
of the Supreme Judicial Courts
of the European Union

Articles of Association

Statuts

Préambule

Considérant que les Etats membres de l'Union européenne ont pour objectif de développer une coopération étroite dans le domaine de la justice et des affaires intérieures ;

Considérant que le traité sur l'Union européenne fait référence aux principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi qu'à l'État de droit, principes communs aux Etats membres ;

Considérant que l'efficacité de l'Espace européen de liberté, de sécurité et de justice nécessite une bonne compréhension, par les Procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union européenne, des systèmes juridiques et judiciaires des autres Etats membres, ainsi que des instruments nationaux, européens et internationaux requérant une collaboration ;

Considérant que la collaboration entre les Etats membres de l'Union Européenne est essentielle au maintien de l'indépendance judiciaire et au renforcement de l'État de droit ;

Les présentes décident de constituer le « Réseau des Procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union Européenne », qui sera régi par les principes suivants :

I. Statut du Réseau

Article 1^{er} - Dénomination

Il est créé une association dénommée « Réseau des Procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union Européenne » (ci-après dénommée « le Réseau »).

Article 2 - Siège

Le Réseau est établi à Paris. Il est régi par la loi applicable au lieu de son siège.

II. Rôle du Réseau

Article 3 - Objet

Le Réseau a pour objet de :

- favoriser les échanges d'idées et d'expériences sur toutes questions relatives au rôle, à l'organisation et au fonctionnement des parquets généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union Européenne ;
- favoriser la réflexion sur l'évolution des parquets généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union européenne, et notamment leur adaptation à la jurisprudence européenne ;
- favoriser les échanges sur toutes questions relatives à la jurisprudence des Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union européenne, dans la perspective de l'application du droit dans les Etats membres de l'Union européenne ;
- engager une réflexion sur les problématiques communes à l'ensemble des procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union Européenne, aux fins de renforcer l'espace judiciaire européen ;
- faciliter les contacts et les échanges d'informations entre ses membres ou observateurs ainsi qu'entre eux et les instances européennes.

Article 4 - Activités

Le Réseau suscite ou encourage la publication, la diffusion, la traduction d'études ou de travaux se rapportant à son objet.

Il organise, selon une périodicité que définit l'assemblée générale, et en principe tous les ans, un colloque consacré à l'étude des questions qui entrent dans son objet.

Le Réseau encourage la création d'un site Internet en plusieurs langues rassemblant et diffusant principalement des éléments d'information sur les parquets généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union européenne, leur activité ainsi que les rapports et conclusions présentés lors des colloques du Réseau. Chacun des membres du Réseau s'engage à ce titre à fournir au Réseau les informations nécessaires à sa mise à jour régulière.

III. Composition du Réseau

Article 5 - Membres

5.1 - Membres fondateurs

Les membres du Réseau sont les Procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union Européenne signataires du présent accord et la Commission Européenne.

5.2 - Adhésion

Les Procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires d'éventuels nouveaux Etats membres de l'Union Européenne peuvent adhérer au Réseau.

Article 6 - Observateurs

Peuvent être admis comme observateurs les Procureurs généraux ou institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats ayant engagé des négociations en vue de leur adhésion effective à l'Union Européenne.

L'admission en tant qu'observateur est prononcée par l'assemblée générale sur demande du Procureur Général concerné, ou de l'institution équivalente.

Article 7 - Perte de la qualité de Membre ou d'Observateur

La qualité de membre et d'observateur se perd par :

- la radiation prononcée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents pour motifs graves, l'intéressé ayant été invité à fournir ses explications,
- la démission notifiée officiellement au secrétaire général du Réseau qui en informe tous les membres et observateurs.

IV. Organes du Réseau

Article 8 - Présidence du Réseau

8.1 - Le Président

Le président du Réseau est, en principe, le Procureur général ou l'institution équivalente près la Cour suprême en charge d'organiser le colloque visé à l'article 4. Il entre en fonction au terme du colloque précédant celui qu'il organise.

Il préside l'assemblée générale et le conseil d'administration.

8.2 - Les Vice-présidents

Les deux vice-présidents sont le Procureur général ou l'institution équivalente près la Cour suprême qui a organisé le dernier colloque et le Procureur général ou l'institution équivalente de celle qui organise le suivant.

Ils assistent le président dans l'exercice de ses fonctions et peuvent être amenés à le remplacer s'il ne peut assumer ses fonctions.

Article 9 – Assemblée générale

9.1 - Composition

L'assemblée générale comprend tous les membres du Réseau. Les observateurs peuvent assister à ses réunions.

9.2 - Rôle

L'assemblée générale se réunit au moins tous les ans à l'occasion du colloque visé à l'article 4.

Elle définit notamment les priorités et les axes de réflexion du Réseau.

9.3 - Vote

Tous les membres disposent d'une voix à l'assemblée générale. Lorsque la délégation d'un Etat comprend plusieurs membres, elle ne dispose que d'un vote. En cas d'impossibilité pour

un membre d'être présent à l'assemblée générale, celui-ci peut être représenté par un de ses subordonnés pour y participer et voter en ses lieu et place.

Les observateurs qui assistent à l'assemblée générale peuvent émettre une voix consultative.

9.4 - Quorum

L'assemblée générale ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres sont présents. Sauf dans les cas exceptionnels, les décisions sont prises à la majorité simple des votants.

Article 10 – Conseil d'administration

10.1 - Composition

Le conseil d'administration se compose :

- du président,
- des deux vice-présidents,
- du secrétaire général,
- du trésorier.

10.2 - Rôle

Le conseil d'administration dirige le Réseau et, à ce titre, prend toutes les mesures nécessaires à son fonctionnement dans l'intervalle des sessions de l'assemblée générale.

10.3 - Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit une fois par an au moins et chaque fois qu'il est convoqué par son Président. Il se tient en principe à l'occasion du colloque visé à l'article 4.

Le conseil ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres du conseil présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les procès-verbaux des séances sont envoyés à tous les membres et observateurs du Réseau.

Article 11 - Secrétaire général

11.1 - Désignation

Le secrétaire général est élu par l'assemblée générale pour une durée de deux ans renouvelable sur proposition d'un membre du Réseau.

11.2 - Rôle

Le secrétaire général assure sous le contrôle du président et des vice-présidents la gestion courante du Réseau. Il est autorisé à signer les documents et à représenter le Réseau lorsque cela est requis. Il maintient à jour la liste des membres du Réseau.

Article 12 - Trésorier

12.1 - Désignation

Le trésorier est élu par l'assemblée générale pour une durée de deux ans renouvelable sur proposition d'un membre du Réseau.

12.2 - Rôle

Le trésorier est responsable de la gestion des comptes du Réseau, sous le contrôle du président et des vice-présidents, à qui il rend compte semestriellement de sa gestion.

V. Ressources

Article 13 – Ressources

Les ressources du Réseau sont :

- les subventions acceptées par le conseil d'administration et visant à la réalisation des objets du Réseau ;
- les ressources provenant des activités du Réseau.

VI. Dispositions Générales

Article 15 – Langues de travail

Les langues de travail du Réseau sont l'anglais et le français. Les documents réalisés aux frais du Réseau sont établis dans ces langues. Le conseil d'administration peut décider d'utiliser une langue supplémentaire pour certaines circonstances et publications.

Article 16 - Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement est destiné à fixer les points non prévus par les statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne du Réseau.

Article 17 - Révision des statuts - dissolution du Réseau

La révision des statuts et la dissolution du Réseau peuvent être décidées par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers.

Fait à Paris, le 6 février 2009.

Bylaws

Preamble

Whereas the Member States of the European Union seek close cooperation in the area of justice and home affairs;

Whereas the Treaty on European Union refers to the principles of liberty, democracy, respect for human rights and fundamental freedoms, as well as to the Rule of Law, principles which are common to the Member States;

Whereas the effectiveness of a European area of freedom, security and justice requires a proper understanding, on the part of the Public Prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union, of the legal and judicial systems of the other Member States, as well as of the national, European and international instruments that require collaboration;

Whereas collaboration between the Member States of the European Union is essential to maintain judicial independence and strengthen the Rule of Law;

It has been decided herein to create a "Network of Public Prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union," which shall be governed by the following principles:

I. Status of the Network

Article 1 – Name

An association shall be created and called the "Network of Public Prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union" (hereinafter referred to as "the Network").

Article 2 – Headquarters

The Network shall be established in Paris. It shall be governed by the applicable law of the location of its headquarters.

II. Role of the Network

Article 3 – Purpose

The purpose of the Network shall be to:

- promote the exchange of ideas and the sharing of experiences on all issues related to the role, organization and functioning of the public prosecutor's offices or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union;
- encourage reflection on how the public prosecutor's offices or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union may evolve and, in particular, how they adapt to European case-law;
- encourage discussions on all issues related to the case-law of the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union, in anticipation of implementation of the law in the Member States of the European Union;
- consider the problems common to all of the public prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union, for the purpose of strengthening the European judicial area;
- facilitate contact and exchanges of information between its members or observers as well as between themselves and the European bodies.

Article 4 – Activities

The Network shall produce or encourage the publication, distribution and translation of studies or work relating to its purpose.

It shall organize, at a frequency to be determined by the general meeting, and in theory every year, a seminar devoted to contemplating the issues that fall under its purpose.

The Network shall encourage the creation of a Web site in several languages that primarily aggregates and disseminates information about the public prosecutor's offices or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union and their activity as well as the reports and findings presented at the Network's seminars. Each member of the Network shall agree to provide the Network with the information needed to keep the Web site up to date.

III. Composition of the Network

Article 5 – Members

5.1 – Founding Members

The members of the Network shall be the Public Prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union who have signed this agreement and the European Commission.

5.2 – Membership

The Public Prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of any potential new Member States of the European Union may join this Network.

Article 6 – Observers

The Public Prosecutors or equivalent institutions at the Supreme Judicial Courts of States having entered into negotiations with a view to becoming actual members of the European Union may be admitted as observers.

The general meeting shall decide on admission as an observer at the request of the Public Prosecutor in question, or of the equivalent institution.

Article 7 – Loss of Member or Observer status

Member or observer status shall be lost if:

- the general meeting decides on the removal with a two-thirds majority of the members present for serious reasons, with the party concerned having been invited to provide explanations,
- the corporate secretary of the Network is officially notified of the resignation; he shall then inform all of the members and observers.

IV. The Bodies of the Network

Article 8 – Presidency of the Network

8.1 – The President

The president of the Network shall, in principle, be the Public Prosecutor or equivalent institution at the Supreme Court responsible for organizing the seminar referenced in Article 4. He shall take office upon the completion of the seminar preceding the one that he is organizing.

He shall chair the general meeting and the board of directors.

8.2 – The Vice-Presidents

The two vice-presidents shall be the Public Prosecutor or equivalent institution at the Supreme Court who organized the last seminar and the Public Prosecutor or equivalent institution that is organizing the next seminar.

They shall assist the president in the performance of his duties and may replace him if he cannot carry out his duties.

Article 9 – General Meeting

9.1 – Composition

The general meeting shall comprise all the members of the Network. Observers may attend the meetings.

9.2 – Role

The general meeting shall meet at least every year when the seminar referenced in Article 4 is held.

It shall define, in particular, the Network's priorities and focuses.

9.3 – Voting

All members shall have one vote at the general meeting. When a State's delegation comprises several members, it shall have only one vote. Should a member be unable to attend the general meeting, he may be represented by one of his subordinates who may attend and vote in his stead.

Observers who attend the general meeting may participate in an advisory capacity.

9.4 – Quorum

The general meeting shall only deliberate validly if at least half of its members are present. Except under extraordinary circumstances, decisions shall be made with a simple majority of voters.

Article 10 – Board of Directors

10.1 – Composition

The board of directors shall comprise:

- the president,
- the two vice-presidents,
- the corporate secretary,
- the treasurer.

10.2 – Role

The board of directors shall manage the Network and, as such, shall take all actions necessary for its operations in the period between the general meetings.

10.3 – Operations

The board of directors shall meet at least once a year and any time it is convened by its President. It shall meet, in principle, during the seminar referenced in Article 4.

The board may only deliberate validly if at least half of its members are present. Decisions shall be made with a majority of the members of the board who are present. In the event of a tied vote, the president shall cast the deciding vote. The minutes of the meetings shall be sent to all of the Network's members and observers.

Article 11 – Corporate Secretary

11.1 – Appointment

The corporate secretary shall be elected by the general meeting for a two-year period, renewable, on a proposal by a member of the Network.

11.2 – Role

The corporate secretary shall be responsible, under the supervision of the president and the vice-presidents, for the day-to-day administration of the Network. He shall be authorized to sign documents and to represent the Network when required. He shall keep the list of the Network's members up to date.

Article 12 – Treasurer

12.1 – Appointment

The treasurer shall be elected by the general meeting for a two-year period, renewable, on a proposal by a member of the Network.

12.2 – Role

The treasurer shall be responsible for managing the Network's accounts, under the supervision of the president and the vice-presidents, to whom he shall report on his management every six months.

V. Resources

Article 13 – Resources

The Network's resources shall consist of:

- the grants accepted by the board of directors and that aim to fulfill the Network's purposes;
- the resources stemming from the Network's activities.

VI. General Provisions

Article 15 – Working languages

The working languages of the Network shall be English and French. Documents prepared at the Network's expense shall be issued in these languages. The board of directors may decide to use an additional language under certain circumstances and for certain publications.

Article 16 – Rules of procedure

The Board of Directors may establish rules of procedure and submit them for approval to the general meeting.

These rules are intended to cover matters not prescribed in the bylaws, in particular those relating to the Network's internal administration.

Article 17 – Amendment of the bylaws – dissolution of the Network

The bylaws may be amended and the Network may be dissolved by a two-thirds majority of the general meeting.

Executed in Paris, February 6th 2009.

Actes d'adhésion

Act of Accession

A Paris, le 6 février 2009,

ont adhéré les Procureurs généraux ou Institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union européenne suivants :

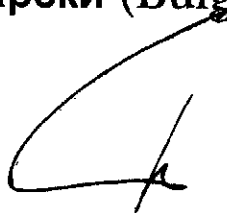
Done at Paris, 6 February 2009,

The Public Prosecutors or equivalent Institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union mentioned here after hereby become members of the Network:

Belgique (Belgium/Belgique)

A handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line on the left, a curved line across the top, and a vertical line on the right that extends downwards.

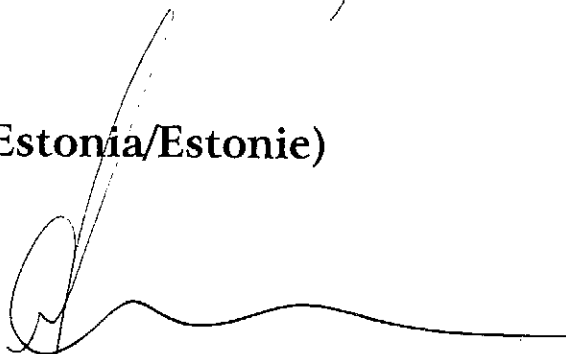
Български (Bulgaria/Bulgarie)

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping curve on the left side that ends in a small hook, followed by a vertical line on the right.


Ceská Republika (Czech Republic/République tchèque)

A handwritten signature in black ink, starting with a large, stylized 'C' shape, followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

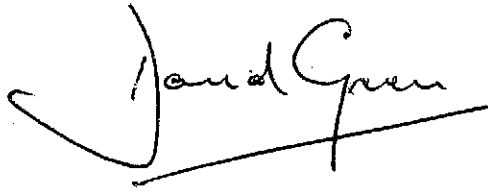
Eesti (Estonia/Estonie)

A handwritten signature in black ink, beginning with a large, circular loop, followed by a series of smaller loops and a long horizontal stroke extending to the right.

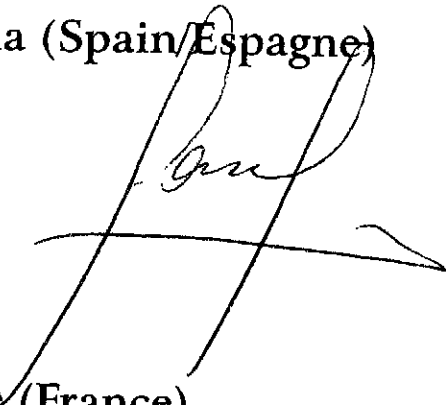
Ellas (Greece/Grèce)

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'G' shape, followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

England and wales (Angleterre et pays de Galles)

Handwritten signature of David Green in cursive script.

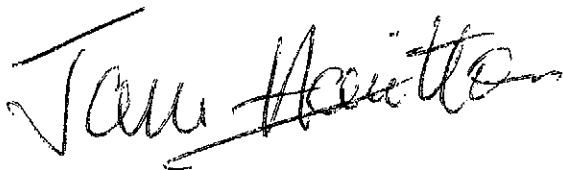
España (Spain/Espagne)

Handwritten signature of Paul in cursive script.

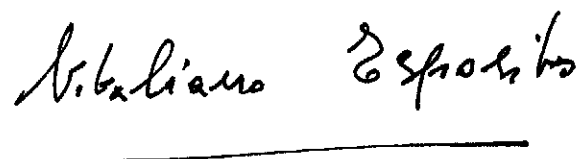
France (France)

Handwritten signature of Adol in cursive script.

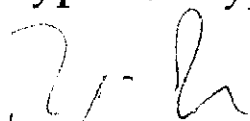
Ireland (Irlande)

Handwritten signature of Jan Hackett in cursive script.

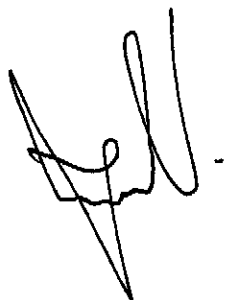
Italia (Italy/Italie)

Handwritten signature of N. Galiano Esposito in cursive script, underlined.

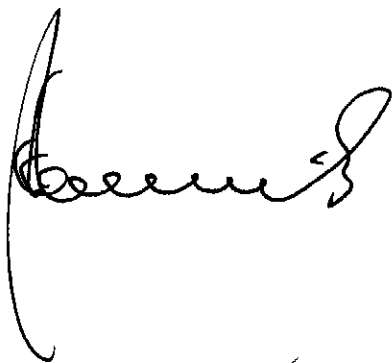
Kypros (Cyprus/Chypre)

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized representation of the name 'Kypros'.

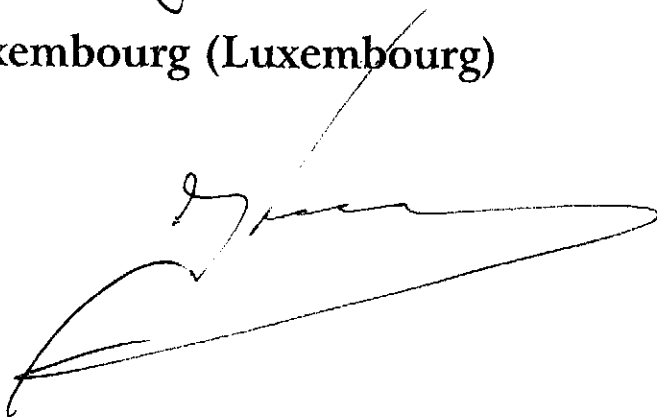
Latvija (Lettonia/Lettonie)

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized representation of the name 'Latvija'.

Lietuva (Lithuania/Lituanie)

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized representation of the name 'Lietuva'.

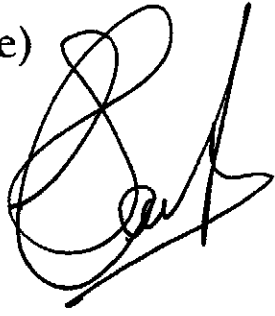
Luxembourg (Luxembourg)

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized representation of the name 'Luxembourg'.

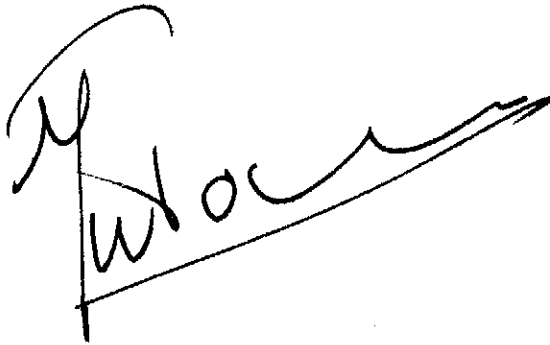
Magyarország (Hungary/Hongrie)

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized representation of the name 'Magyarország'.

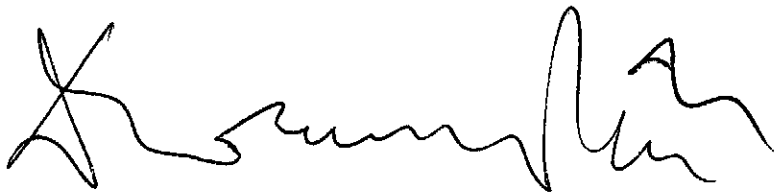
Malta (Malte)

A stylized, cursive handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long, sweeping tail.

Nederland (The Netherlands/Pays-Bas)

A handwritten signature in black ink, featuring a large, prominent initial 'P' followed by a series of connected, flowing strokes.

Österreich (Austria/Autriche)

A handwritten signature in black ink, starting with a large 'A' and followed by a series of connected, flowing strokes.

Polska (Poland/Pologne)

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'A. Kozłowski' or similar, with a large initial 'A' and a long, sweeping tail.

Portugal (Portugal)

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping initial 'M' followed by a long, horizontal stroke.

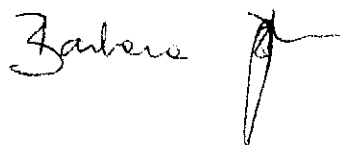
România (Romania/Roumanie)



Scotland (Ecosse)



Slovenija (Slovenia/Slovénie)



Sverige (Sweden/Suède)



Actes d'adhésion

Act of Accession

A Prague, le 28 mai 2009,

ont adhéré les Procureurs généraux ou Institutions équivalentes près les Cours suprêmes judiciaires des Etats membres de l'Union européenne suivants :

Done at Prague, on 28 May 2009,

The Public Prosecutors or equivalent Institutions at the Supreme Judicial Courts of the Member States of the European Union mentioned here after hereby become members of the Network:

Danmark (Denmark/Danemark)

59 - 819 ~~~~~

Ireland (Irlande)

Paul Gallagher

Actes d'adhésion

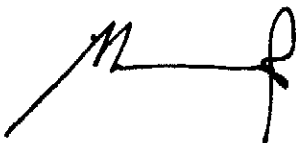
Act of Accession

A (At) Helsinki , le (on) 11 August 2009 .

a adhéré le Procureur général près la Cour suprême judiciaire de l'Etat membre de l'Union européenne suivant :

The Public Prosecutor at the Supreme Judicial Court of the Member State of the European Union mentioned here after hereby become member of the Network :

Suomi (Finland/Finlande)

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

Actes d'adhésion

Act of Accession

A Madrid, le 20 mai 2010,

a adhéré le Procureur général près la Cour suprême judiciaire de l'Etat membre de l'Union européenne suivant :

Done at Madrid, on 20 May 2010,

The Public Prosecutor at the Supreme Judicial Court of the Member State of the European Union mentioned here after hereby become member of the Network :

Deutschland (Germany/Allemagne)

Flomica Kas

